

## SERBIE : Radio B2-92

La radio **B92** est apparue à Belgrade au sein d'une organisation de jeunesse. Une fois privatisée, elle a vu son audience augmenter en 1992 avec la répression contre *Studio B* qui força de nombreux journalistes à partir. **B92** les accueillit et devient un des médias indépendants les plus actifs en Serbie, multipliant les activités annexes: maison d'édition et de production, salle de concert, site Internet interactif, retransmission par satellite. Toujours malmenée par le pouvoir, son interdiction en novembre 1996 en fait un des symboles de la contestation du régime durant les manifestations de l'hiver 96-97. **B92** est aussi le principal pilier du réseau des médias électroniques indépendants (*ANEM*) qui, par le système d'échange d'émissions avec le réseau des radios et télévisions locales, lui permet de toucher l'ensemble du territoire. Depuis la reprise de ces émissions en août dernier, tous les programmes radio et TV produits par la nouvelle station, devenue **B2-92**, sont aujourd'hui rediffusés à travers toute la Serbie grâce à un satellite géré par *l'ANEM*.

### **Sommaire**

Les bombes de l'OTAN  
B 92 avec les protestations d'étudiants  
L'ANEM s'oppose à la loi sur l'information publique  
Le retour avec *B2-92*  
La répression s'accroît en province  
Liens

Archives

### **Les bombes de l'OTAN**

Le mercredi 24 mars 1999, la radio de Belgrade, *B92*, est sommée d'arrêter ses programmes. Le gouvernement lance ainsi un signal aux multiples émetteurs privés qui occupent les ondes ces dernières années. Le journalisme indépendant s'arrête là où commencent les premières frappes de l'OTAN sur la Serbie. Considérée comme la principale source d'information indépendante - mais elle est loin d'être la seule- *B92* continue alors, malgré la mesure d'interdiction, d'émettre des bulletins d'information via Internet et le satellite. Le même jour Veran Matic, rédacteur en chef est arrêté et libéré sans explications. Il publie quelques jours plus tard une lettre appelant les occidentaux à cesser les bombardements sur la Serbie. Ce point de vue, illustré sous le titre " on bombarde le bébé avec l'eau du bain" (1) fait le tour des principaux journaux du monde entier.

*"Cela fait des années que les médias libres de Serbie s'opposent au nationalisme, à la haine et à la guerre. En tant que représentant de ces médias, et parce que j'ai souvent, personnellement, subi les conséquences de mes convictions politiques, j'en appelle au président Bill Clinton de stopper les attaques de l'OTAN contre mon pays. Je lui demande*

*de commencer des négociations dont le but sera d'assurer le droit à une vie paisible et à la démocratie pour tous les peuples de Yougoslavie, quelque soit leur origine ethnique. En tant que représentant des médias libres, je connais aussi trop bien le besoin d'information pour toutes les parties du conflit. Ceux qui se trouvent au milieu de ce conflit ont besoin de savoir de quoi sont composés les débats au plan international; ils veulent aussi connaître ce qui se passe à l'intérieur du pays. Les populations étrangères doivent entendre la vérité sur ce qui se passe ici. Mais à la place d'un flux incessant d'informations exactes, tout ce que nous entendons ici n'est que propagande de guerre - y compris la rhétorique occidentale. Je sais bien sûr que la vérité est toujours la première à souffrir en temps de guerre - on tue des journalistes en ce moment, dans mon pays. "*

Appel à la raison ou ultime soubresaut de nationalisme d'un journaliste coincé entre le marteau et l'enclume, les propos de Matic font prendre conscience de la difficulté pour les intellectuels serbes de cautionner la tactique de l'affrontement adoptée par les pays occidentaux. Lorsque les bombes de l'OTAN commencent à tomber en mars dernier, Dragan Tomic, Président du Parlement Serbe, ne se prive pas d'accuser B92 d'être "la radio qui guidait les avions de l'OTAN vers des cibles en Yougoslavie". B92 est de toute évidence sévèrement surveillée mais la radio continue son travail dans des conditions très critiques. Le 2 avril, tôt le matin, la police fait irruption pour fermer la station, elle ordonne aux journalistes de cesser leur travail immédiatement et de quitter les locaux. Des représentants du tribunal de commerce accompagnent la police. Sasa Mirkovic, le directeur de la radio, est immédiatement démis de ses fonctions. Les autorités le remplacent par Aleksandar Nikacevic, membre du Parti socialiste qui est au pouvoir. Cette décision met de facto B92 sous contrôle gouvernemental.

La mesure d'interdiction prononcée contre B92 est la dernière d'une longue série de brimades à l'encontre des médias indépendants. La radio fermée, son personnel est licencié. Veran Matic, rédacteur en chef de B92 décide alors de quitter Belgrade pour le Monténégro immédiatement après l'assassinat de Slavko Curuvija, le propriétaire du quotidien Dnevni Telegraf, par un tireur inconnu.

## **B 92 avec les protestations d'étudiants**

Les bombes de l'OTAN ne sont qu'un nouveau prétexte au régime de Milosevic pour museler des journalistes qui ont appris en moins de dix ans à sortir de la langue de bois des médias traditionnels.

Les années de "titisme" ne sont pas très loin lorsque, par un beau jour de mars 1989, B92 débarque sur les ondes. La radio se fait remarquer par une interview de Milovan Djilas, opposant notoire à Tito et longtemps catalogué comme un dissident infréquentable. La radio ne s'arrête pas là et poursuit ses émissions. B92 aurait pu n'être qu'une radio indépendante parmi d'autres si elle ne s'était inscrite dans la mouvance d'une jeunesse serbe, aussi assoiffée de culture occidentale que peu portée à épouser les visées nationalistes de Milosevic en Croatie puis en Bosnie. C'est ainsi que dès 1991, B92 joue un rôle important dans les mouvements de protestation d'étudiants. Son slogan d'alors: "*Ne croyez personne, pas même nous*" ("*Dont trust anyone, not even us*"). Elle devient le carrefour des idées, des projets de toute une génération. B92 participe à l'élaboration de magazines et d'associations d'artistes alors que les troupes serbes assiègent Vukovar puis Sarajevo. Loin du front, la jeunesse belgradoise se réfugie dans les concerts rock, les expositions des étudiants des Beaux Arts et les soirées branchées. En 1995, B92 s'identifie à un mouvement qui publie deux magazines, gère un programme radio, un département édition, un label de disques, un centre culturel et un département de production audio et vidéo. B92 est aussi le premier provider Internet : Opennet entend casser le monopole public et s'ouvrir à d'autres émetteurs indépendants. Ces initiatives finissent par indisposer un peu plus le gouvernement qui interdit B92 d'antenne une deuxième fois en décembre 1996. La station contourne l'interdit et diffuse ses émissions par Internet avant de trouver un accord avec la chaîne publique RTS pour pouvoir utiliser les émetteurs et les fréquences publiques.

Mais la répression commence à s'accroître. Au début de l'année 1998, le gouvernement fait une offre publique afin que les stations de radio et chaînes de télévision obtiennent des licences de diffusion provisoires. Mais les dés sont pipés comme le démontre le rapport de Greek Helsinki Monitor (2) : 247 stations sur les 425 ayant postulé, obtiennent des licences. Le déséquilibre apparaît au grand jour: la grande majorité des stations de radio et de télévision indépendantes qui avaient fait une demande de licence, ont été déboutées, alors que de nombreuses stations ayant des liens commerciaux ou politiques étroits avec le Parti Socialiste au pouvoir ont reçu la permission d'émettre. Les quatre membres de la famille Milosevic contrôlent désormais au moins un média...

Le gouvernement soutient alors que les licences ont été refusées pour des raisons techniques et que les diffuseurs peuvent faire une nouvelle demande. Cependant, aucune nouvelle licence n'est attribuée. Au contraire, un certain nombre de stations de radio et de chaînes de télévision sont fermées: Radio Kontakt à Pristina, Radio City à Nis, Radio Senta, Radio Index à Belgrade et la chaîne de télévision Pirot. Toutes ces stations avaient soumis des demandes respectant celles du ministère dans l'offre d'allocation des licences...

Le 1 septembre, Radio *B92* reçoit une note du Directeur Général de RTS, Dragoljub Milanovic, indiquant qu'elle doit retirer son émetteur des locaux de RTS avant le 1 novembre. *B92* possédait un contrat de dix ans en bonne et due forme avec RTS pour une coopération commerciale signée en 1996, qui oblige RTS à diffuser les programmes de *B92* par le biais de cet émetteur, à maintenir l'émetteur et à étendre tous les permis requis pour la marche de celui-ci. Le 9 octobre, des inspecteurs du Ministère yougoslave des Télécommunications ferment Radio Senta, la radio indépendante multi-ethnique de Vojvodine et saisissent une partie du matériel de transmission...

### **L'ANEM s'oppose à la loi sur l'information publique**

Les membres de *l'Association des Médias Electroniques Indépendants (ANEM)*, reçoivent le 25 octobre, une lettre du Ministre de l'Information serbe, Almekssandar Vucic, informant les stations que le ministère a appris qu'un certain nombre d'entre elles diffusent "des programmes conçus aux fins de propagande et de guerre psychologique de la part des forces occidentales" et que leur participation à la diffusion de ces programmes représente un acte d'espionnage et une attaque directe contre le système constitutionnel et l'ordre légal. La note indique que ceux qui y ont participé seront punis de façon appropriée. Le Ministère indique plus tard que "le Gouvernement serbe empêchera toute nouvelle tentative pour saper notre pouvoir de défense" en rediffusant "de la propagande psychologique étrangère". Il souligne que "les journalistes qui obtiennent de l'argent des médias américains, allemands, anglais et français", sont des espions qui aident les "efforts anti-serbes de ces pays", il ajoute que le critère choisi pour le soutien étranger aux médias locaux, est en fait, la position anti-serbe de ces mêmes médias. Il cite *B92* comme étant un de ces médias "anti-serbes".

Tout au long de ces mois d'affrontement avec le pouvoir, *l'Association des médias électroniques* a pu tester la capacité de réaction des 33 radios et des 17 chaînes de télévision qui la composent. *L'ANEM*, apparue dès 1993, comprenait une petite dizaine de stations indépendantes dont *B92* et *Studio B*. Les pressions du gouvernement obligent alors plusieurs radios à fermer leurs portes au point que *l'ANEM*, en pleine déconfiture, ne comptait guère plus de trois membres en 1996. Ce sont les grandes manifestations de rue de l'hiver 1996-97 qui vont renflouer le capital de sympathie des radios indépendantes et faire grimper les adhésions. L'association part ensuite en guerre contre la Loi serbe sur l'information publique qui limite considérablement le champ d'expression des médias. La diffusion des programmes des médias étrangers n'est plus autorisée, intégralement ou en différé, qu'ils soient réalisés par des radios et des télévisions contrôlées par des gouvernements étrangers ou des ONG. L'interdiction s'applique surtout aux émissions en serbe régulièrement retransmises par des radios privées: Voice of America, BBC, Radio France Internationale, Radio Free Europe et Deutsche Welle. Mais alors que le gouvernement ne cache plus ses velléités de répression, les contacts avec l'étranger ont abouti à la création d'une coalition internationale d'associations qui s'engagent à protéger la

liberté d'expression. Un comité international, *Free 2000*, est chargé des campagnes de défense d'expression et d'exercer des pressions sur les gouvernements et organisations internationales. Autant d'éléments qui poussent le gouvernement à voir une main étrangère dans *l'ANEM* ou, comme le dira un jour le Vice- Premier ministre Vojislav Seselj, une "cinquième colonne" aux ordres des américains...

## **Le retour avec B2-92**

La fin du conflit armé signifie le retour de la station privilégiée des belgradois en plein mois d'août. L'ancienne Radio *B92* était une station culte pour de nombreux habitants de Belgrade: sa fermeture à deux reprises, en mars 1991, puis en décembre 1996 avec les manifestations anti-gouvernementales, a véritablement dopé le succès de la radio auprès des étudiants et des opposants au régime Milosevic.

Comme le gouvernement utilise la fréquence de la radio *B92* contrôlée par ses sbires, le retour sur les ondes de Veran Matic et son équipe se fait grâce à un accord avec le groupe *Studio B* pour diffuser ses programmes sur la fréquence, 99.1 Mhz FM. *Studio B* est contrôlé par Vuk Draskovic et son parti, le Mouvement pour le Renouveau Serbe (SPO). Veran Matic a négocié l'accord à condition que le SPO et Draskovic n'interfèrent pas avec la nouvelle politique éditoriale de *B2-92*. Les membres de l'équipe qui produisent les programmes sont les mêmes qu'avant la fermeture de la station par le gouvernement. La diffusion a été réduite à 12 heures par jour car la loi ne permet pas de céder plus de temps d'antenne à une autre station. Tous les programmes radio et TV produits par *B2-92* sont également rediffusés à travers toute la Serbie grâce à un satellite géré par *l'ANEM*.

La confusion des appellations ne réussit pas à ébranler le moral de Veran Matic et de ses troupes. La différence saute à l'oreille. Le journaliste de l'IWPR à Belgrade fait ainsi remarquer que *"la bonne nouvelle est qu'il y a peu de chances de confondre la version étatique de B92 avec la nouvelle station indépendante B2-92. La radio dirigée par le régime diffuse des informations immédiatement identifiables comme ayant été sanctionnées par l'état. Parmi les titres récents on a pu trouver ceux-ci: "Il y a moins de hausses de prix " et "Le Président Milosevic a reçu une délégation du Parti Communiste chinois". Ironiquement, la station dirigée par l'état utilise actuellement le nouvel émetteur que l'ancienne équipe avait acheté avec l'argent qu'elle avait reçu après avoir gagné le Prix de la Liberté d'Expression organisé l'année dernière par le programme "Free Your Mind" sur la station pop vidéo américaine MTV. "*

Veran Matic s'engage alors dans une bataille légale avec le régime et dépose une douzaine de plaintes contre la prise de contrôle illégale de la station par l'état. Le Ministère Fédéral des Télécommunications répond à *B2-92* qu'elle n'a pas le droit de diffuser sans avoir fait enregistrer la radio comme média public. Mais la tactique gouvernementale échoue, étant donné que *B2-92* se considère comme un simple programme diffusé sur la fréquence de *Studio B* et non comme un média public à part entière.

## **La répression s'accroît en province**

La renaissance de *B2-92* ne doit pas occulter les atteintes aux autres radios et télévisions, surtout en province où la répression s'est fortement accentuée. Selon Reporters sans Frontières, malgré la levée de l'état de guerre, le 23 juin, l'ensemble des médias électroniques indépendants est toujours contraint de diffuser les bulletins d'information de la télévision d'Etat (RTS) ou de la radio officielle, sous peine de représailles. Les stations de radio privées *Dzoker* de Cacak (sud) et *VK* de Kikinda (ouest) et trois chaînes de télévision régionale, *Devic*, *TV Soko* et *Mladenovac*, ont été fermées pour avoir refusé de retransmettre les émissions de la RTS.

Nebojsa Ristic, directeur de la chaîne de télévision *TV Soko* condamné le 23 avril à un an de prison pour avoir brandi une pancarte demandant la liberté de la presse en Serbie, demeure toujours en détention. La peine prononcée à l'encontre de Nebojsa Ristic a été confirmée en deuxième instance par le tribunal départemental de Zajecar à la fin du mois de juin.

Dans la province voisine du Monténégro, la situation n'est guère meilleure pour les médias audiovisuels. Le ministère de l'Industrie et de l'Energie du Monténégro a interdit, le 20 octobre, la diffusion de radio "Free Monténégro" depuis le relais de Sjenica. L'inspection des télécommunications a déclaré avoir constaté suite à un rapport du ministère du travail que radio "Free Monténégro" émettait sur la fréquence de 95 MHz sans autorisation officielle, sans vérification technique préalable de la station et sans contrat signé avec le ministère qui attribue les fréquences de radiodiffusion".

*L'Association des médias électroniques indépendants (ANEM)* constate que, bien que le conflit est officiellement terminé, la presse indépendante continue à se heurter à de nombreux obstacles et les conditions de reportage demeurent très difficiles partout dans la région. Les procès et les amendes pleuvent. Beaucoup de journalistes visés ont été accusés en vertu de la Loi serbe sur l'information publique qui, selon *l'ANEM*, "est devenue l'arme de choix du régime pour étouffer la liberté d'expression et l'accès à l'information".

Plusieurs journalistes et groupes de médias ont vu honorer leurs reportages sur les bombardements aériens par les forces de l'OTAN en République fédérale de Yougoslavie. L'Institut International de la Presse (IIP) et *l'ANEM* ont voulu reconnaître les difficultés extrêmes auxquelles les journalistes se sont heurtés pour accomplir leur travail pendant le conflit et rendre hommage à la bravoure des lauréats. Le directeur de Radio *B2-92* et président de *l'ANEM*, Veran Matic, a obtenu la reconnaissance de son "journalisme indépendant et professionnel, en dépit de la féroce répression de l'État".. Mais il n'est pas le seul. La station *RTV Pancevo*, qui "a refusé de succomber aux pressions officielles et continue de produire des reportages indépendants", jouissait d'une forte audience pendant le conflit, surtout après la fermeture de *B92*. Ses reportages fiables et équilibrés ont été remarqués, notamment pour la couverture des difficultés auxquelles ont fait face les réfugiés kosovars. Selon l'IIP, "l'équipe de *RTV Pancevo* illustre la lutte des médias en Serbie. Ses membres se sont abstenus de semer la haine, ils ont fait preuve d'intégrité et ont su tirer le meilleur parti de conditions extrêmement difficiles." De plus, le gouvernement a ordonné il y a quelque temps à *RTV Pancevo* de payer environ 80 000 dollars pour l'utilisation de sa fréquence radio, ce qui peut être interprété comme une mesure de répression à l'encontre du journalisme indépendant de la station.

Lors de la remise des prix au mois d'octobre, Veran Matic a salué les médias indépendants de la République fédérale de Yougoslavie, qui ont "*su survivre à presque toutes les conditions négatives possibles*", soulignant que "*l'expérience des médias indépendants yougoslaves, de leurs réussites et de leurs échecs, contribuera certainement au progrès du journalisme*". La guerre est finie, les intimidations continuent...

1. renvoi sur lettre de Matic (avril 99) qui se trouve dans Archives Balkans (à placer si possible dans Archives B92)

2. renvoi sur rapport de février 1999 sur la liberté de la presse en ex-Yougoslavie (dans rapport Balkans)

#### **Sites web:**

- Le tout nouveau site de **B2-92**, très dynamique, avec de nombreux liens: [www.freeb92.net](http://www.freeb92.net)
- **L'Association électronique des médias indépendants** : **Erreur! Source du renvoi introuvable.**
- **Reporters sans Frontières** : **Erreur! Source du renvoi introuvable.**

- **Greek Helsinki Monitor** donne accès à de multiples rapports sur la liberté des médias dans la région: [www.greekhelsinki.gr](http://www.greekhelsinki.gr)
- **Free 2000**, le Comité international pour la protection des médias en Yougoslavie : [www.free2000.opennet.org](http://www.free2000.opennet.org)
- **L'Institut International de la Presse** pour son rapport "The Kosovo News and propaganda War" [La guerre de l'information et de la propagande au Kosovo] : [www.freemedia.at](http://www.freemedia.at).

## Archives B2-92

- De la responsabilité des médias dans les conflits nationaux. Comment garantir le rôle futur des médias indépendants en démocratie et dans un processus de démocratisation ? par Veran MATIC, Président de l'ANEM ( Baden Baden janvier 99 )
- On bombarde le bébé avec l'eau du bain ( intervention de V.Matic après les premiers bombardements de l'OTAN - avril 99 )

### **De la responsabilité des médias dans les conflits nationaux Comment garantir le rôle futur des médias indépendants en démocratie et dans un processus de démocratisation ?**

➤ **par Veran MATIC, Président de l'ANEM**

*Ce texte est extrait d'une allocution de Veran Matic le 23 janvier 1999 au cours d'un séminaire à Baden Baden sur la future architecture de l'Europe. C'était quelques semaines avant les premières frappes de l'OTAN...*

Du fait des limitations imposées par la commercialisation (Infotainment), le réseau mondial de communication informe de manière superficielle en créant des stéréotypes sans chercher à comprendre la nature profonde du conflit.

Je pense que le public n'a pas d'autonomie ; l'opinion publique dans les pays lointains est largement basée sur les suggestions des élites politiques et autres. Cette dernière, à son tour, influence politiciens et gouvernements à se comporter de même, exacerbant ainsi le conflit en contribuant à l'émergence de nouveaux conflits dont le partenaire le plus puissant est responsable sans tenir compte du fait qu'il est un tyran ou un criminel ou qu'il prône des positions en faveur de la démocratie.

La commercialisation est en faveur de l'auto-promotion du régime et d'une tendance anti-culturelle tendant vers le divertissement tape à l'œil et kitsch. A travers le monopole, ceci s'impose comme la forme culturelle et sociale dominante.

Les programmes de commerce extérieur sont plus facilement mis à la disposition des médias contrôlés par l'Etat du fait que l'Etat a à sa disposition des ressources financières substantielles. En conséquence, ces programmes sont disponibles pour ceux dont les supports font la promotion de la diffamation, de la violence et de l'intolérance.

Les télécommunications sont aussi fermement contrôlés par les autorités répressives.

Les sociétés internationales de télécommunication coopèrent avec le régime à travers des joint ventures. Cette collaboration représente une assistance directe au régime antidémocratique (49% des compagnies de télécom de l'Etat sont détenues par des sociétés grecques et italiennes juste avant les élections, au moment où le régime a le plus besoin d'argent). Ce qui mène à la limitation de l'octroi de ressources aux médias indépendants, ONG, etc.

La distribution des licences de bandes de fréquence est fondamentalement sujette à des manipulations politiques qui sont tolérées malgré les normes de régulation internationales. L'accès aux réseaux satellites est aussi limité. L'Internet est fréquemment censurée et l'infrastructure qui devrait permettre une approche commerciale plus sérieuse aux services d'accès Internet est inaccessible.

### Conséquence de ces phénomènes :

Le noyau du programme des médias contrôlés par l'Etat (et pro-gouvernementaux) constitue une promotion et un appui des intérêts de l'oligarchie. Ce qui n'a bien entendu rien à voir avec le rôle communautaire des médias publics.

Par opposition, les médias professionnels indépendants conçoivent le contenu de leur programme en prenant en considération l'intérêt public.

### L'exemple de la radio B92

B92 célébrera son 10<sup>ème</sup> anniversaire cette année, en même temps que le régime autoritaire de Slobodan Milosevic.

Le concept de B92 a été élaboré grâce à l'analyse de l'expérience passée en considérant les besoins d'une société prête à entrer dans le processus de démocratisation.

Ainsi, la programmation de B92 est basée sur la déclaration universelle des Droits de l'Homme ; simultanément différentes libertés et droits furent mis en application et il y eut de constants combats afin de garantir l'observation et le respect de ces principes. De ce fait, un certain nombre de projets similaires ont été initiés dans la sphère des médias et dans le secteur des ONG.

Evitant de se mettre en position de monopole, B92 a encouragé le développement des médias locaux et a mis en place un réseau qui compte actuellement 33 radios et 17 stations de télévision. L'utilisation de technologies modernes, Internet en priorité, nous a permis de contourner la censure gouvernementale et les interdictions (comme ce fut le cas de B92 en 1996). Dans ces conditions B92 a pu fonctionner convenablement en tant que coordinateur. Différents départements ont été développés : programmation radio, production de vidéo, de musique ainsi qu'un centre culturel.

B92a également mis en place le premier fournisseur d'accès Internet (ISP :Internet Service Provider) en Yougoslavie en prévention d'un monopole étatique, fournissant ainsi des accès Internet pour les médias indépendants et les ONG.

Il est donc nécessaire de produire des programmes authentiques et de mettre en place l'infrastructure à travers les réseaux médiatiques.

Afin de garantir le succès de ce concept il est nécessaire de mettre en place les projets suivants :

1. L'établissement d'un réseau médiatique dans le pays à travers des coopérations professionnelles et techniques, des mécanismes de solidarité et des activités d'autodéfense (le combat pour les principes fondamentaux)
2. La création d'une coalition afin d'établir le développement de projets de médias indépendants et de plans à long terme, de contrôle et de soutien à leur développement.
3. La création de coalitions internationales d'ONG s'engageant à protéger la liberté d'expression (B92 a mis en place un comité international –Free 2000- qui est actif dans les campagnes de défense internationales, exerçant des pressions sur les gouvernements et organisations internationales)
4. L'établissement d'une coalition d'organismes internationaux (la conférence tenue en décembre 98 sous les auspices du Conseil de l'Europe)

#### Media et règlement des conflits :

Les médias n'engendrent pas de conflits politiques nationaux ou autres : ils sont capables de les intensifier ou de tenter de contribuer à leur résolution. Mais les journalistes eux-mêmes n'ont pas d'impact décisif sur la détérioration ou l'amélioration de telles situations.

Radio *B92*, en plus de son expérience professionnelle, s'est aussi impliquée dans l'étude théorique de cette problématique. En collaboration avec l'Institut Européen pour les Médias, *B92* a publié une étude, *Writing Death – The Media in Times of conflict* ( L'écriture de la mort – Les Médias en période de conflit ).

L'expérience de *B92*, appuyée par des travaux théoriques similaires, conclut que " la première leçon dans le cadre d'une intervention médiatique internationale dans les conflits à répétition de la région suppose qu'un appui soit apporté depuis le début et de manière continue. De dangereuses tendances comme le "discours haineux" et les interférences dans l'activité de la presse écrite indépendante doivent être considérées comme des signes menaçants de l'imminence d'un conflit ".

Il n'y a pas de formule simple qui puisse être appliquée afin de déterminer le potentiel des médias à s'engager activement dans la résolution de conflits et le processus de démocratisation. Il s'agit d'une combinaison de plusieurs activités :

- Le soutien susmentionné devrait être apporté depuis le tout début et de manière continue (pas de manière intermittente et tardive – l'Union Européenne a eu besoin de près de 2 ans pour agir, ce qui quelquefois rend l'assistance elle-même contre-productive) ;
- Le soutien aux médias indépendants ne peut être correctement apporté sans une assistance élargie au développement du secteur public et aux institutions démocratiques (ainsi, par ex, l'U.E ne peut conduire un programme d'encouragement des médias indépendants tout en excluant au même moment la Yougoslavie du programme PHARE pour le développement de la démocratie);
- La liberté de l'information doit être partie intégrante des activités des Affaires étrangères et ne peut être reléguée dans la catégorie des problèmes mineurs ;
- La formation continue et intensive ainsi que le développement de cours pour les rédacteurs en chef, les managers, les journalistes et techniciens sont d'une importance vitale : formation professionnelle, programme de résolution de conflits, reportages sur les minorités, activités répétitives ;

- Le développement de médias locaux garantit l'affirmation de caractéristiques régionales distinctes ;
- L'apport de nouvelles technologies - Internet et la diffusion par satellite - est extrêmement important dans l'établissement de réseaux et d'activités régionales. Internet et les satellites ont reculé les limites et rendu la censure obsolète et inefficace. Ce qui justifie de les mettre à la disposition des médias indépendants, leur permettant de concurrencer les médias sous contrôle de l'Etat et de surmonter la censure gouvernementale ;
- L'intervention extérieure de médias à travers les programmes de la VOA, BBC, RFE/RL, RFI et la Deutsche Welle dans différentes langues ne peut être suffisamment efficace du fait que les auditeurs recherchent toujours l'intérêt politique du pays d'émission ; toutefois, en collaborant au développement des médias locaux qui rediffusent ces programmes il est possible d'augmenter le flux d'information et de développer l'infrastructure locale ;
- Les capacités techniques des chaînes internationales doivent être à la disposition des médias locaux afin de les assister dans leur résistance à la censure gouvernementale (ex : la coopération de B92 et de VOA en 1996) ou pour la constitution d'un réseau (comme la collaboration de B92 et de la BBC pour l'établissement du réseau de 33 stations radios en Yougoslavie) ;
- D'autres capacités techniques à mettre en œuvre dans le processus de résolution des conflits doivent être identifiées ( l'ANEM est actuellement en train de négocier avec EbS l'utilisation de chaînes satellites afin de diffuser la programmation projetée pour le Kosovo où il n'y a pour le moment pas de média électronique indépendant. ) Ainsi, un système de "fréquences humanitaires " d'assistance à la résolution de conflits et au développement de médias indépendants pourrait être dirigé par des organisations telles que l'OSCE ;
- En dehors de l'aide financière, l'efficacité économique des structures médiatiques indépendantes doit aussi être améliorée dans les pays non-démocratiques qui sont en proie aux conflits nationaux. Ceci peut se faire par l'octroi de prêts ( avec le Fond de prêt au développement des Médias à New York ) ; ainsi, l'indépendance économique d'organismes médiatiques pourrait graduellement être atteinte, s'intégrant de manière naturelle dans un système économique international avec ses règles de conduite;
- Il est nécessaire de contrôler en permanence le travail des médias par des analyses approfondies de manière à fournir de sérieux avertissements en cas de conflits imminents ; en même temps, des conseils professionnels devraient être proposés pour un développement des médias locaux indépendants;
- Il est nécessaire de mettre en place des projets permettant de faire prendre conscience à la classe politique de l'importance du journalisme dans le processus politique de démocratisation (souvent l'opposition ne comprend pas le concept d'indépendance des médias les percevant comme des médias d'opposition)
- Il faut favoriser les initiatives de liens et de réseaux médiatiques avec des initiatives progressistes émanant de mouvements civils, secteur non-gouvernemental, institutions éducatives, organisations représentant les minorités, etc. permettant l'avancée et l'affirmation de principes universels.

La combinaison de ces principes, appliquée à une situation lourde de conflits, pourrait aussi correspondre à la suggestion de Yamie Metzl dans la revue *Foreign Affairs*, pour la création " d'unités d'information et d'intervention " qui pourrait se livrer au contrôle de l'information disponible dans les régions gangrenées par la guerre. Ces unités diffuseraient des programmes pacifistes et " dans les cas les plus extrêmes ", pourraient brouiller d'autres émissions dans le but de supprimer la propagande haineuse et la propagation de conflits. Certaines de ces

initiatives ont déjà été examinées et mises en place durant la première décennie par Radio *B92* et l'Association des médias électroniques indépendants (ANEM), considérée comme un modèle éventuel pour d'autres régions touchées par les conflits.

Seules les initiatives qui ont pris racine et sont devenue partie intégrante de la structure de la région en conflit comportent une chance de résultats satisfaisants : des initiatives extérieures échoueraient à coup sûr car elles ne pourront jamais faire plus que copier les comportements culturels locaux. Mais cette imitation est évidente pour la communauté locale et l'information qu'elle véhicule est méprisée. La seule chose que la communauté internationale doit faire est de coopérer étroitement avec les individus et organisations qui mettent en place des initiatives politiques, culturelles et médiatiques locales afin d'aider les structures civiles de la société à gagner du pouvoir.